



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix sept le 7 novembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 31 octobre 2017, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme HOLGADO, M. GABARD, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Mme BERTHIOT, M. BODIN, Mme LANDAIS, M. CAVALEIRO, M. CASTETS, M. INOCENCIO, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. MONMARCHON à Mme SARRAUTE, Mme QUERAL à M. BODIN, Mme LUCKHAUS à M. BALDES

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. GEDON est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 24

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

9 – BAIL D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC AVEC PÔLE EMPLOI - ACCORD SUR LA VENTE À L'ADAPEI

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Par délibération du 11 octobre 1995, le conseil municipal a autorisé M le Maire à signer un acte notarié avec l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE) portant sur une parcelle de terrain située à l'arrière de l'Eglise Saint Romain.

L'objet de ce bail, d'une durée de 99 ans (à compter du 1er décembre 1995), était de construire son agence locale.

Le Pôle Emploi (anciennement ANPE) n'occupe plus cet espace mais souhaite le mettre à la disposition d'une autre structure.

Par délibération du 13 septembre 2016, le conseil municipal a autorisé M le Maire à signer un avenant n° 1 afin de modifier l'article « Cession – Sous location ».

Par courrier du 13 septembre 2017, le Pôle Emploi a fait part à la ville de son souhait de vendre ce bâtiment à l'ADAPEI.

Afin que cette opération puisse se réaliser, le conseil municipal doit émettre un avis favorable sur cette vente, sachant que le bail se poursuivra avec l'ADAPEI, sans aucune modification, l'ADAPEI se substituant au Pôle Emploi. Ce dernier devra communiquer l'acte notarié correspondant.

Il est demandé au conseil municipal d'émettre un avis favorable sur cette cession, conformément aux dispositions de l'acte en date du 29 novembre 1995 modifié par avenant n°1.

La commission n°3 (Politique De La Ville - Urbanisme Et Patrimoine) s'est réunie le 27 octobre 2017 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 09/11/17

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20171107-53482-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK